Reportage — Luttes

« Il faut que ceux qui se gavent mettent la main au porte-monnaie » : en pleine crise sociale, les superprofits de Total ne passent pas



Par Amélie Quentel et Mathieu Génon (photographies)

29 octobre 2026 à 15h02

Mis à jour le 30 octobre 2026 à 09h57

Durée de lecture : 5 minutes

Alors que TotalEnergies dévoilait le 29 octobre ses bénéfices colossaux pour 2026, des ONG ont organisé une action près de l'Assemblée nationale, à Paris, pour réclamer la taxation des superprofits pétroliers. Elles dénoncent des chiffres indécents en pleine crise sociale.

Paris, reportage

« Bonjour, bonjour ! Bienvenue à la grande braderie des services publics et de la transition écologique. Aujourd'hui, c'est champagne pour TotalEnergies ! » lance avec ironie Fanny Petitbon, responsable France de l'ONG 350.org. Non loin d'elle, Sébastien Lecornu (bon, plutôt un activiste portant un masque à son effigie) lève les deux pouces en l'air — le Premier ministre a l'air sincèrement ravi de cette annonce, contrairement aux militants incarnant pour l'occasion une prof, un soignant, un pompier et une personne engagée pour l'écologie.

Nous sommes le jeudi 29 octobre, il est environ 8 h 30 et, alors que le géant pétrogazier vient de dévoiler ses bénéfices nets du troisième trimestre 2026 — 8,3 milliards de dollars (7,4 milliards d'euros), un record —, plusieurs associations ont donné rendez-vous près de l'Assemblée nationale, à Paris. Le but de cette action portée par Attac France, Action Justice Climat (AJC) Paris, XR-Total Carnage et 350.org : réclamer la taxation des superprofits et profits des entreprises fossiles et souligner à quel point il est *« indécent »* que cela ne soit pas déjà le cas au regard du contexte social dans le pays.



« C'est absolument scandaleux que tout cet argent empoché par l'un des plus grands pollueurs du monde ne soit pas mis à contribution », dit Nour Bounaidja, coordinatrice générale d'AJC Paris. © *Mathieu Génon / Reporterre*

« Alors que depuis plusieurs semaines, des gens à qui l'on demande sans cesse des efforts sont mobilisés dans la rue pour crier leur désespoir, notamment concernant le pouvoir d'achat et donc l'explosion du prix du carburant, c'est absolument scandaleux que tout cet argent empoché par l'un des plus grands pollueurs du monde ne soit pas mis à contribution », dit Nour Bounaidja, coordinatrice générale d'AJC Paris, faisant référence au mouvement social d'ampleur se déployant en France depuis la mi-septembre.

Hala Bounaidja-Rachedi, responsable communication de 350.org, confirme, évoquant également l'austérité budgétaire à l'œuvre en France. *« Dans le même temps, les services publics ne cessent d'encaisser des coupes budgétaires. Le pays est en colère car il n'y a pas de justice sociale, climatique et fiscale »*, argue-t-elle.

Elle dénonce également le *« chantage »* du PDG de TotalEnergies, Patrick Pouyanné, qui a menacé qu'en cas de taxation des superprofits de son entreprise, celle-ci cesserait son blocage des prix à la pompe. La multinationale française a indiqué que ce geste d'une grande générosité lui coûtait 500 millions d'euros ; une somme à mettre en perspective avec les plus de 19 milliards de dollars (environ 17 milliards d'euros) de bénéfices nets qu'elle a empochés sur les trois trimestres de 2026 sur fond de conflits géopolitiques.



Les ONG demandent notamment la taxation des profits fossiles. © *Mathieu Génon / Reporterre*

Faire payer « ceux qui se gavent »

Un (faux) Patrick Pouyanné débarque d'ailleurs : alors que son attaché-case est rempli à ras bord de billets, il n'en donne qu'un à Sébastien Lecornu qui, reconnaissant devant l'éternel, l'empoche avec moultes courbettes. La veille, dans le cadre du budget 2027, plusieurs amendements déposés par la gauche afin de taxer les superprofits pétroliers ont été rejetés en première lecture à l'Assemblée nationale.

De quoi désoler le député Benoît Biteau, venu soutenir cette action avec plusieurs parlementaires du groupe écologiste et social : *« C'est insupportable et d'un cynisme et d'une indécence rares de voir les profiteurs de crise prospérer au moment où les Françaises et Français sont en grave difficulté. La responsabilité de ce gouvernement est considérable : il faut que ceux qui se gavent depuis des années mettent la main au porte-monnaie. »*

Sans compter le fait que, comme le note Nour Bounaidja d'AJC, ce sont aussi les plus précaires qui ont le plus à souffrir de la crise climatique, laquelle est largement alimentée par le secteur des énergies fossiles.



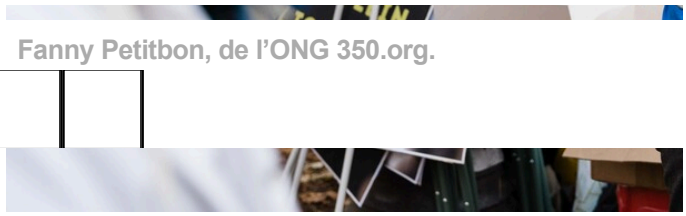
Yelena, de NousToutes 93. *© Mathieu Génon / Reporterre*

Pas de quoi décourager ni les associations mobilisées, ni les personnes invitées à s'exprimer par les ONG — une représentante des Gilets jaunes, un étudiant et militant au Poing levé, un représentant syndical FSU, une militante de NousToutes 93.

Comme l'affirme avec force Hala Bounaidja-Rachedi de 350.org, rappelant en outre la nécessité de combattre l'extrême droite et de dénoncer la répression policière et judiciaire du mouvement social en cours : *« Refusons de brader notre avenir, nos services publics et notre démocratie. S'il y a des mesures "casseur-payeur" à mettre en place [référence à un projet de loi répressif adopté la veille au Sénat], ça serait plutôt celles visant à taxer ceux qui s'enrichissent en cassant et en détruisant la planète. »*

Contacté par *Reporterre* afin de réagir à l'action des ONG et à leurs revendications, le service presse de TotalEnergies se contente de répondre par mail qu'elle est *« l'entreprise française qui paie le plus d'impôts sur les bénéfices au monde »* : 100 milliards de dollars d'impôts sur les bénéfices et de taxes à la production depuis 2022, chiffre-t-il — des impôts très majoritairement versés aux pays étrangers où la multinationale réalise ses profits. Il ajoute que *« la contribution globale [de l'entreprise] aux finances publiques françaises (impôts, taxes et cotisations sociales patronales) s'élève à plus de 2 milliards d'euros pour l'année 2025 »*, se gardant bien de préciser sa très rare participation à l'impôt sur les sociétés (IS) en France depuis 2015 (la multinationale ne l'a pas payé par exemple en 2025). Il indique en outre que *« Patrick Pouyanné a déclaré publiquement à Matignon le 12 octobre : "L'impôt sur les sociétés que nous serons amenés à payer [en 2026] sera de l'ordre de 600 millions d'euros". »*





Fanny Petitbon, de l’ONG 350.org.

Précisions

Article mis à jour le 30 octobre 2026 avec l’ajout de la réponse de TotalEnergies.

Luttes Économie